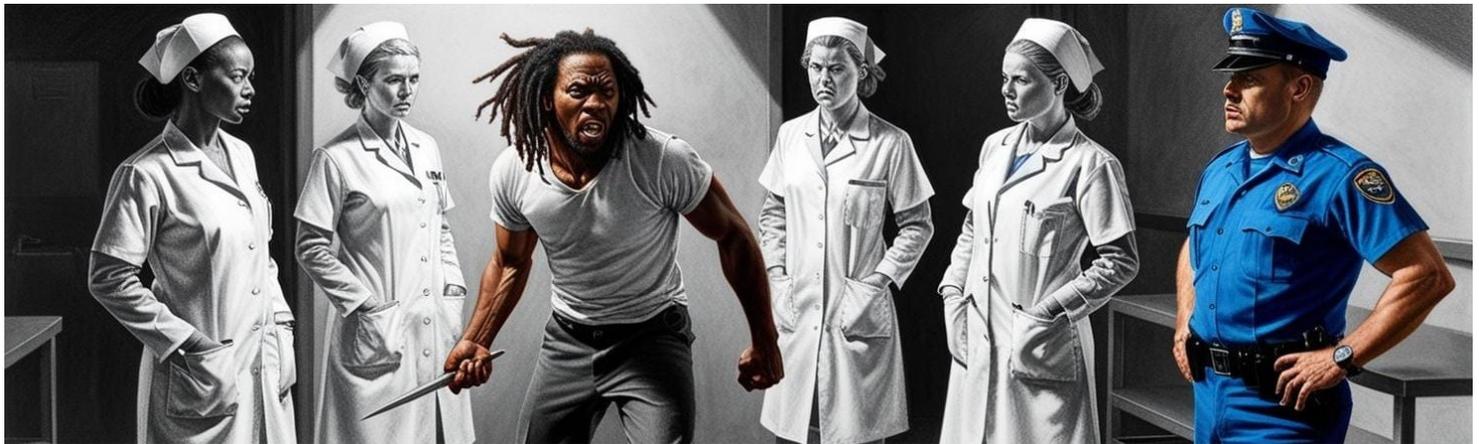


PRISE D'OTAGES

UN DRAME PRÉVISIBLE

UNE SITUATION DÉJÀ DÉNONCÉE

Le vendredi 3 janvier 2024, un détenu, armé d'un pic de fabrication artisanale, a pris en otage quatre personnels soignants et un surveillant pénitentiaire à l'unité sanitaire de la Maison Centrale d'Arles. Heureusement, grâce à la réactivité, au professionnalisme et au sang-froid des équipes présentes, la situation a été maîtrisée et aucune victime n'a été à déplorer. Cependant, cette issue positive ne doit pas faire oublier qu'un tel incident était prévisible.



UNE RÉALITÉ SANS SURPRISE POUR LE TERRAIN

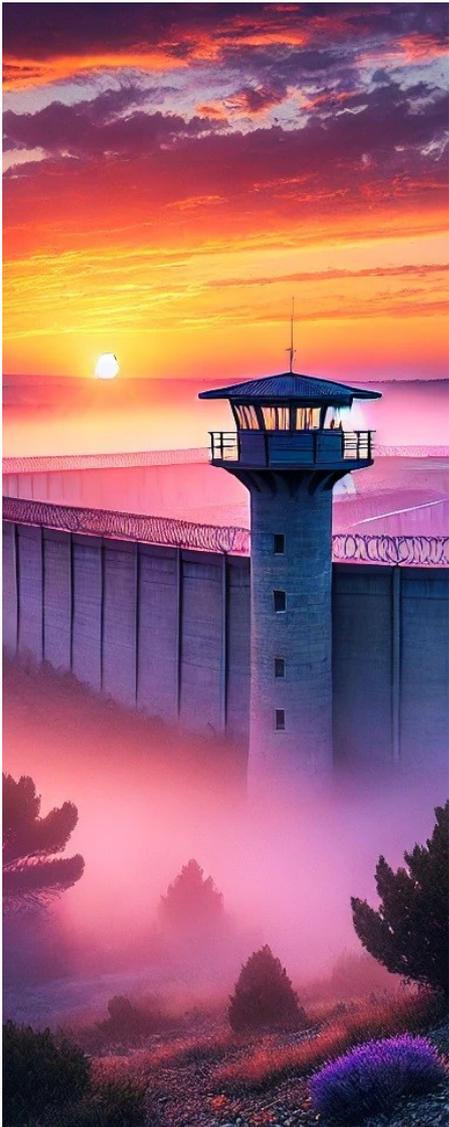
Dès l'alerte, la gravité de la situation a été immédiatement perçue. Les équipes d'intervention, formées et entraînées à ces situations de crise, ont réagi avec fluidité et efficacité. Les ERIS de Marseille, rapidement déployées, ont pris en charge la situation, en parfaite coordination avec les personnels locaux. Le professionnalisme de tous, surveillants, négociateurs, équipes médicales et intervenants spécialisés, a permis de stabiliser la situation. Ce travail d'équipe exemplaire mérite d'être souligné, et l'UFAP UNSa Justice remercie chaleureusement tous ceux qui ont contribué à cette intervention.

UN MANQUE DE RÉACTIVITÉ FACE À L'ALERTE DU TERRAIN

L'incident de ce jour n'est malheureusement pas un cas isolé. Le détenu en question, au profil notoirement instable et violent, était déjà bien connu pour ses comportements perturbateurs. Plusieurs alertes avaient été émises, tant par le personnel pénitentiaire que par le personnel médical, concernant les risques liés à ce détenu. Des rapports d'incidents précédents mentionnaient déjà son caractère violent, et ses précédentes agressions dans un autre établissement, à l'aide d'une arme blanche artisanale, avaient laissé des séquelles graves parmi les agents.

Malgré ces alertes répétées, les mesures nécessaires n'ont pas été prises à temps. Lors de la récente visite du DAP, nous l'avions déjà mis en garde sur la gestion des détenus à profil dangereux, soulignant l'inadéquation de les maintenir dans des établissements non spécialisés pour ce type de profils. Une telle gestion est une erreur prévisible, dont les conséquences ont malheureusement éclaté sous nos yeux aujourd'hui.

Si cette prise d'otages a pu être maîtrisée sans aucun blessé grâce à la réactivité des intervenants, il convient de souligner le courage des personnels pris en otage, qui ont fait preuve d'un calme et d'un professionnalisme exemplaires face à la violence. Nous saluons particulièrement l'action de notre collègue Alberto, dont l'intervention courageuse et réfléchie a permis de limiter les conséquences dramatiques de cet événement. L'UFAP UNSa Justice exige une reconnaissance officielle de son engagement et de son dévouement.



**LE BUREAU LOCAL UFAP UNSa JUSTICE
EXIGE UNE SÉCURITÉ RENFORCÉE ET UNE GESTION ADAPTÉE !!**

Ce type d'événement nous rappelle cruellement que la sécurité de notre établissement ne peut plus être reléguée au second plan. Il est impératif de renforcer les effectifs et de garantir la présence d'équipes d'intervention formées pour de telles situations. Nous exigeons des actions concrètes et immédiates :

- La création d'établissements pénitentiaires spécialisés pour gérer les détenus à haut risque et multi-récidivistes.
- Le renforcement des équipes de surveillance et des moyens matériels pour mieux protéger le personnel.
- La mise en place systématique de deux agents dans les unités sanitaires, afin de garantir la sécurité des personnels dans des zones sensibles.

**NOUS AVIONS PRÉVENU, MAIS L'ADMINISTRATION
DOIT AGIR MAINTENANT !**

LE BUREAU LOCAL UFAP UNSa JUSTICE de la MC Arles exige de l'administration pénitentiaire qu'elle honore ses engagements pris lors de précédentes alertes et de cesser de minimiser les risques. Le terrain a fait entendre sa voix, et il est urgent d'agir pour que de tels événements ne se reproduisent plus. **L'écoute du terrain est une nécessité**, et non une option.

TOUS MOBILISÉS POUR LA SÉCURITÉ DE TOUS !

Le bureau local UFAP UNSa Justice appelle à une réaction immédiate de l'administration et des pouvoirs publics. Trop, c'est trop ! Nos agents ne sont pas des boucliers humains et méritent une sécurité à la hauteur des risques qu'ils encourent.